

LA TRANSITION ALIMENTAIRE CITOYENNE

Cette vision se base sur des processus de (re)conquête de souveraineté alimentaire, d'encouragement à la production et la consommation de plantes indigènes saisonnières, dans des modèles sociaux coopératifs privilégiant des exploitations et entreprises à taille humaine, démocratiques et solidaires.

10 mai 2015
Karine Paris, Marine Lefebvre, Frank Adams

1. BUT	PAGE 4
2. CONTEXTE	PAGE 5
3. OBJECTIFS	PAGE 8
4. MOYENS	PAGE 16
5. LA TRANSITION ALIMENTAIRE CITOYENNE AU LUXEMBOURG	PAGE 17
6. CONCLUSION	PAGE 20

1. BUT

Le but de la Transition Alimentaire Citoyenne est de co-construire un système alimentaire qui permette :

- à tous les citoyens de la planète de manger à leur faim,
- d'assurer une qualité nutritive naturelle élevée,
- de protéger les écosystèmes et les ressources naturelles de façon durable.



2. CONTEXTE

Selon les acteurs impliqués dans la configuration du système alimentaire actuel (grandes sociétés du secteur privé, chercheurs, économistes, politiciens) la croissance démographique impose à l'humanité les principaux recours suivants :

- une production alimentaire industrialisée (donc standardisée, centralisée, mécanisée...),
- une circulation des denrées alimentaires basée sur des marchés libéralisés, globalisés et privatisés,
- des modifications génétiques en biotechnologie pour améliorer les rendements au niveau des plantes alimentaires et des animaux d'élevage.

Face aux phénomènes actuels d'insécurité alimentaire qui se caractérisent par :

- la destruction et la pollution continues des écosystèmes et des ressources naturelles planétaires, les émissions trop élevées de gaz à effet de serre et le changement climatique,
- la perte de la biodiversité (y compris agricole),
- la diminution progressive et continue des sols arables en bon état,
- la disparition progressive de la ressource halieutique,
- les problèmes de famine, de malnutrition, de pauvreté et de manque d'accès à la l'eau potable, à la santé et à l'éducation,
- la privatisation continue des biens naturels

- communs (semences, eau, terres...)
- l'augmentation de pratiques non éthiques sur les marchés mondialisés de plus en plus libéralisés (oligopoles, spéculations sur les prix des aliments, landgrabbing...),
 - les dérives et scandales alimentaires.

Un nombre grandissant de citoyens, se basant sur les résultats des études spécialisées et sur les enquêtes réalisées dans le monde entier, mettent en cause l'approche industrielle et privatisée comme modèle d'avenir, et plaident en faveur d'une production alimentaire diversifiée, artisanale, locale et écologique.

Etant donné que les marchés locaux d'aujourd'hui :

- apportent encore une grande part à l'alimentation de la population mondiale,
- permettent de réduire les intrants et les transports polluants et coûteux en énergies,
- contribuent de façon directe et efficace à la souveraineté et la sécurité alimentaire des nations,
- proposent des aliments locaux et naturels considérés comme les meilleurs pour la santé humaine,
- contribuent à la stabilité des structures économiques et sociales des zones rurales.

Le choix d'une production et d'une distribution alimentaires locales semble s'inscrire d'office comme un élément important dans les démarches de la Transition alimentaire.

Toutefois, ceci ne devra pas consister à faire un pas en arrière vers un retour aux systèmes prémodernes. Des technologies innovatrices et sophistiquées, inspirées des progrès réalisés par les sciences du Vivant, vont pouvoir servir de catalyseurs pour la Transition alimentaire, à condition qu'elles s'inscrivent dans les prémisses de l'écologie et de la santé et du bien-être des citoyens.

La Transition alimentaire prévoit un changement d'orientation dans les procédés de la production et de la distribution des aliments qui se traduit par une «politique de petits pas» successifs pour se rapprocher progressivement des objectifs visés.

Étant donné que le système actuel, avec tous les aspects contestables qu'il comporte, s'est aussi développé petit à petit et à travers le temps, on considère qu'il n'est pas possible d'opérer des changements brusques et immédiats, mais qu'il faut prendre les structures actuelles comme la base sur laquelle des changements nécessaires vont s'opérer progressivement.

3. OBJECTIFS

Suivant le concept des trois volets de la durabilité de la société humaine (l'écologie, l'économie, le social), divers objectifs sont à atteindre à court, moyen et long terme dans la Transition alimentaire :

1. Promouvoir des systèmes de production et de distribution alimentaires locaux, diversifiés et écologiques
2. Promouvoir toutes initiatives ayant pour but la souveraineté alimentaire des nations
3. Réaliser des centres d'information et de formation citoyenne
4. Rendre à l'agriculture¹ une place centrale dans la société
5. Développer et appliquer des techniques et méthodes pour assurer une fertilité durable des sols et pour augmenter les rendements en agriculture écologique
6. Mettre en place des mesures rigoureuses et efficaces pour la protection de la nature, de l'eau et de l'équilibre et de la diversité de ses écosystèmes
7. Appliquer des stratégies pour une diminution radicale des pertes et du gaspillage alimentaires et promouvoir des changements au niveau des habitudes alimentaires

¹ La notion d'agriculture comprend aussi bien le maraîchage, la culture fruitière, l'agroforesterie, la sylviculture, ainsi que l'élevage et la transformation des produits animaliers.

8. Implémenter toutes sortes de techniques pour assurer un recyclage maximal de la matière organique et pour optimiser les circuits courts de la fumure en agriculture locale
9. Réglementer les marchés globalisés et libéralisés dans le domaine de l'alimentation
10. Mettre en place des systèmes d'échange et d'entraide entre les nations ayant pour but une harmonisation des excédents et des déficits

Ad 1. promouvoir des systèmes de production et de distribution alimentaire locaux, diversifiés et écologiques :

- promouvoir l'agriculture solidaire sous forme de coopératives (CSA, AMAP...) et de groupements d'achats favorisant le contact direct entre producteurs et consommateurs,
- promouvoir l'agriculture périurbaine, de proximité, des circuits courts... ,
- promouvoir l'agriculture écologique basée sur des énergies renouvelables et protégeant les écosystèmes,
- promouvoir l'agriculture éthique, sociale et internationalement solidaire qui respecte le droit des peuples à la souveraineté et la sécurité alimentaire,
- réaliser des jardins communautaires visant une production alimentaire citoyenne,
- promouvoir le jardinage urbain (des jardins sur les toits, les balcons, les terrasses),
- réaliser des approches innovatrices (compostage commun ou individuel en appartement,

aquaculture, apiculture urbaine, villes comestibles, culture semencière, collections de semences, aquaponics...),

- promouvoir les initiatives de sauvegarde de la biodiversité cultivée, afin de diversifier l'offre alimentaire au niveau des espèces comestibles et des variétés locales,
- valoriser la cuisine locale et de saison initiée par des chefs cuisiniers et des initiatives citoyennes,
- encourager les cours de cuisine pour apprendre à accommoder les plantes sauvages, les récoltes de saison et toute chose encourageant une manière plus saine de préparer les repas.

Ad 2. Promouvoir toutes initiatives ayant pour but la souveraineté alimentaire des nations :

- opérer des changements sur le fonctionnement des marchés en substituant le principe de l'avantage comparatif par une politique d'encouragement de la production locale et de l'agriculture vivrière,
- élaborer un système de subsides publics favorisant les initiatives locales de production et de distribution d'aliments,
- développer des stratégies pour établir des structures d'autosuffisance alimentaire locale à travers des programmes publics et de toutes sortes d'activités professionnelles et bénévoles (aussi dans le cadre de l'aide au tiers monde),
- promouvoir la biodiversité cultivée et la souveraineté semencière comme bases importantes de la souveraineté alimentaire,
- élaborer et implémenter un système juridique

international assurant la souveraineté et la sécurité alimentaires.

Ad 3. Réaliser des centres d'information et de formation citoyenne :

- organiser des séminaires sur diverses thématiques en invitant des personnes ressources,
- organiser des cours, des ateliers, des projections de films, des discussions, des activités communes (choix de thèmes : responsabilité alimentaire vis à vis des pays souffrant de malnutrition et de famine, changement d'habitudes alimentaires, formation de « reskilling » dans différents domaines, libération juridique des semences traditionnelles, alternatives aux aides « classiques » pour les pays du tiers monde...),
- proposer et accompagner des formations professionnelles pour les jeunes dans le secteur de la production alimentaire,
- réaliser un bureau pour rassembler toutes sortes d'informations importantes et créer une plateforme et un réseau interactifs (base de données, bourse aux postes d'emploi, conseils de réalisation de projet, formations professionnelles...).

Ad 4. Rendre à l'agriculture une place centrale dans la société :

- développer toutes sortes de structures participatives dans les domaines de la politique, de la recherche, de l'éducation, de l'économie... ,
- développer des structures qui permettront aux

- agriculteurs de sortir de leur isolement social,
- développer des démarches synergiques entre le jardinage citoyen et l'agriculture professionnelle, coopérer avec les administrations communales (activités publiques et festives, marchés locaux, brochures d'information...),
- coopérer avec les différents ministères (p.ex. de l'économie solidaire, du développement durable, de la culture...),
- coopérer avec le monde scientifique (recherche agricole participative, université populaire...),
- coopérer avec les écoles, les maisons de relais, les maisons de retraite... ,
- coopérer avec les acteurs de la transformation et de la distribution alimentaire,
- coopérer avec les acteurs de la gastronomie,
- coopérer avec les associations de tout genre (tiers monde, coopératives énergétiques, union des consommateurs...).

Ad 5. développer et appliquer des techniques et méthodes pour assurer une fertilité durable des sols et pour augmenter les rendements en agriculture écologique :

- culture sans labour, engrais verts, agroforesterie, sylviculture, terra preta, lombriculture, microorganismes efficaces, BRF, préparations bio-dynamiques... ,
- cultures associées, rotations des cultures,
- diminution de la production d'aliments de sources animales (élevage extensif en polyculture) et diversification des cultures,
- connaissance des plantes sauvages indicatrices,

- techniques d'irrigation efficaces et économiques,
- préservation / création de biotopes pour favoriser l'équilibre biologique et pour l'atténuation de phénomènes climatiques extrêmes.

Ad 6. mettre en place des mesures rigoureuses et efficaces pour la protection de la nature, de l'eau, et de l'équilibre et de la diversité de ses écosystèmes :

- mise en place et entretien de biotopes : zones protégées, haies, bordures fleuries, prairies sauvages, fauchage tardif... ,
- diminution d'utilisation d'énergie et de production de gaz à effet de serre,
- protection des ressources naturelles (eau, air, sol),
- abolition de l'utilisation de pesticides chimiques et des apports d'engrais outre mesure.

Ad 7. appliquer des stratégies pour une diminution radicale des pertes et du gaspillage alimentaires et promouvoir des changements au niveau des habitudes alimentaires :

- promouvoir des régimes végétariens et « locavores »,
- promouvoir des changements au niveau de la commercialisation d'aliments (p.ex. changement de la politique de prix des supermarchés, dans la gestion de leurs stocks par rapport aux dates de péremption ; favoriser les produits locaux à travers des campagnes publicitaires...),
- développer des stratégies pour l'utilisation des aliments en risque de gaspillage (commercialisation à des prix réduits, distribution gratuite des

- aliments non commercialisables...),
- revalorisation des aliments périmés dans des circuits du compostage et de la production énergétique,
 - éducation et formation des citoyens vers un meilleur respect de la nourriture et vers une meilleure notion de la qualité alimentaire.

Ad 8. implémenter toutes sortes de techniques pour assurer un recyclage maximal de la matière organique et pour optimiser les circuits courts de la fumure en agriculture locale :

- créer davantage de centres de compostage publics, commerciaux et privés,
- créer davantage d'initiatives de collecte et de récupération des matières organiques (boues de décantation des stations d'épuration d'eau, résidus végétaux des communes et des services publics).

Ad 9. Réglementer le libre marché globalisé de l'alimentation à travers des accords internationaux pour assurer les bases d'un système alimentaire éthique et solidaire qui garantira la souveraineté et la sécurité alimentaire des nations (le droit de l'homme d'accès à la nourriture).

Ad 10. mettre en place des systèmes d'échange et d'entraide entre les nations ayant pour but une harmonisation des excédents et des déficits, à condition que de tels systèmes respectent les points marqués sous 1 à 9 :

- initiatives citoyennes dans le domaine de la politique (pétitions, lettres aux politiciens, activités publiques, manifestations...).

En ce qui concerne les changements anticipés au niveau de la politique et des marchés internationaux, les citoyens ne se présentent pas en tant qu'acteurs de façon directe.

Il est important que les citoyens se rendent compte que leur comportement en tant que consommateurs a un impact de taille sur la politique et l'économie, tant aux niveaux national qu'international. Évidemment, cet impact n'est pas directement perceptible au seul niveau de l'individu, mais il le devient par le biais d'initiatives de mise en réseau des citoyens.

4. Moyens

Le monde de la politique et de l'économie étant pris dans les contraintes du système actuel, il est vain d'espérer que des impulsions importantes puissent venir de ces secteurs. Si on considère la démocratie basée sur les droits de l'homme comme la meilleure forme d'organisation de la société humaine, il est indispensable que les citoyens prennent davantage part dans la configuration des structures et du fonctionnement de la société humaine.

Les moyens concrets, pragmatiques et efficaces pour avancer vers la réalisation des objectifs de la Transition alimentaire s'inscrivent avant tout dans la responsabilisation des citoyens, dans une société civile politiquement active suivant l'adage « penser global, agir local ».

Ainsi, toutes initiatives aux niveaux social, politique, juridique, économique, éducatif et pratique visant une réappropriation du secteur alimentaire par les citoyens pour les sortir de leur unique rôle de consommateurs, peuvent être considérées comme des moyens valables pour la Transition alimentaire.

Bien évidemment, certains des moyens à mettre en œuvre étant ancrés dans le domaine de la politique, il n'est pas toujours possible pour les citoyens d'agir directement. Toutefois, ce fait ne devrait pas non plus servir d'excuse pour ne pas passer à l'action. L'action auprès des décideurs politiques (appelée lobbying

ou plaidoyer) doit être considérée comme un levier complémentaire et important pour réaliser cette Transition.

5. La **TRANSITION ALIMENTAIRE AU LUXEMBOURG**

a) Acteurs

Les ONG : La plateforme « Meng Landwirtschaft » et ses membres ;

Les associations citoyennes : CELL, Transition Minett, Transition Luxembourg, SEED, CTF, SOS Faim, Slow Food, ULC, Euro-Toques Luxembourg... ;

Les organismes publics : ASTA, IBLA, LTA... ;
L'administration et les acteurs publics: les administrations communales, les initiatives sociales (CIGL, Proactif, Forum pour l'emploi...);

Le gouvernement : les ministères du Travail (et de l'économie solidaire), de l'Environnement (et du Développement Durable), de l'Agriculture, de la Culture et de la Recherche, de l'Education.

b) Projets et actions

- différents projets de maraîchage à vocation sociale (Proactif, CIGL Esch, Kalendula, Colabor, Forum pour l'emploi, service de l'entraide du CNDS...),
- Initiative des « green jobs » des ministères du Travail et du Développement Durable (depuis 2012),
- groupe de travail (ASTA IBLA) pour la promotion de l'agriculture biologique au Luxembourg dans le cadre du plan d'action pour l'agriculture biologique,
- groupe de travail au Lycée Technique Agricole à Ettelbruck (« Bio am LTA ») pour implémenter des modules de formation professionnelle en culture biologique (depuis 2012) ; la Transition » au centre,
- mise en place d'une nouvelle formation pour adultes « technicien entrepreneur maraîcher » incluant une mise en place d'une structure d'accompagnement (accès à la terre, conseils, soutien financier...) à partir de septembre 2015,
- création de la première coopérative horticole du Luxembourg TERRA (AMAP) en 2014,
- réalisation de divers projets communaux pour alimenter les cantines publics en légumes biologiques locaux (p.ex. communes d'Esch et de Differdange ; depuis 2013),
- réalisation des formations en permaculture par le CELL (depuis 2014),
- réalisation des formations en jardinage biologique en contexte urbain par Natur & Ëmwelt (depuis 2013),
- réalisation de cours de culture de semences traditionnelles par SEED asbl (depuis 2011),

- différentes initiatives pour sauvegarder et multiplier des variétés de fruits autochtones par Natur & Ëmwelt,
- réalisation de projets communaux de maraîchage biologique pour alimenter des cantines publiques (communes d'Esch, de Differdange...) (depuis 2013),
- mise en place de jardins communautaires : Junglinster (« Equigaart » asbl, depuis 2012), Luxembourg ville (« Transition Luxembourg » asbl (depuis 2013), Esch / Alzette (« Transition Minett » asbl (depuis 2013), Bettembourg MJC (depuis 2015),
- mise en place d'un groupement d'achat (depuis 2013) qui est en train d'évoluer vers la « Maison de la Transition » au centre ville d'Esch (bar / petite restauration et épicerie de produits locaux et écologiques),
- activités de la « Luxembourg Food Academy » et de Slowfood Luxembourg ayant pour but de promouvoir le concept d'une alimentation à la fois saine, écologique et éthique et sa mise en pratique dans la vie de tous les jours.

6. CONCLUSION

En faisant le bilan de ce qui est déjà implémenté comme « bonnes pratiques » dans la société luxembourgeoise, on peut constater qu'une multitude d'initiatives ont vu le jour et sont en train de se répandre.

Afin que ces initiatives puissent développer davantage de synergies, prendre plus d'ampleur, et bien s'ancrer dans la société afin d'obtenir des résultats significatifs, il serait nécessaire d'approfondir l'analyse et la définition des rôles des acteurs impliqués.

Sans doute, la première source d'inspiration et de propulsion provient de l'engagement bénévole des citoyens. Afin que ce mouvement puisse se développer et garder sa nature véritablement innovatrice et démocratique, il serait important de tout d'abord se concentrer sur la consolidation des initiatives citoyennes, avant de vouloir passer au stade de leur professionnalisation et d'un soutien public important.

